

Secrétariat général

Service des affaires financières et immobilières

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Convention de délégation de gestion relative à l'expérimentation d'une mutualisation des opérations entre le centre de prestations financières du secrétariat général et le service facturier du service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers (opérations du bureau de gestion et expertise immobilière ministérielle)

La présente délégation est conclue en application :

- du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;
- du décret n° 2018-803 du 24 septembre 2018 modifiant le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et autorisant diverses expérimentations (article 37) ;
- de l'arrêté du 21 décembre 2018 modifié portant création, à titre expérimental, d'un centre de gestion financière placé sous l'autorité du chef du service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers.

Entre :

Le service des achats, des finances et de l'immobilier – GIM, représenté par Mme Armelle DEGENEVE, cheffe de service, désigné sous le terme de « délégrant », d'une part,

Et :

Le service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers, représenté par Mme Christine BUHL, contrôleur budgétaire et comptable ministériel, désignée sous le terme de « délégataire », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de la délégation

En application du décret du 14 octobre 2004 susvisé et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement principal, le délégrant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, l'exécution d'opérations d'ordonnancement des dépenses relevant des unités opérationnelles mentionnées en annexe.

Le délégrant assure le pilotage des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) et n'est pas dérogé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

Article 2

Prestations accomplies par le délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégrant, s'agissant des actes énumérés ci-après.

1. Le délégataire assure, pour le compte et sur demande formalisée du délégrant, le traitement des actes suivants :
 - a) Il saisit et valide les engagements juridiques ;
 - b) Il notifie aux fournisseurs les bons de commande validés dans Chorus ;
 - c) Il saisit la date de notification des actes ;
 - d) Il réalise, lorsqu'il y a lieu, la saisine du contrôleur budgétaire selon les seuils prévus ;
 - e) Le cas échéant, il enregistre la certification du service fait sur demande formalisée du service prescripteur ;
 - f) Il instruit, saisit et valide les demandes de paiement ;

- g) Il réalise, en liaison avec le service prescripteur, les travaux de fin de gestion et saisit notamment dans Chorus les opérations d'inventaire validées au sein des services par le responsable d'inventaire ;
- h) Il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
- i) Il participe au dispositif de contrôle interne budgétaire et comptable du service prescripteur ;
- j) Il réalise l'archivage des pièces qui lui incombent.
2. Le délégant reste chargé des décisions de dépenses, de la constatation et de la certification du service fait, du pilotage de ses crédits et de l'archivage des pièces qui lui incombent.

Article 3

Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité des informations budgétaires et comptables enregistrées dans Chorus et à rendre compte de son activité.

Article 4

Obligations du délégant

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

Article 5

Exécution de la délégation

Le chef du service délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés l'exécution des actes mentionnés au 1 de l'article 2.

Article 6

Modification du document

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant.

Article 7

Durée, reconduction et résiliation du document

La présente délégation prend effet le 1^{er} janvier 2021 pour se terminer au plus tard le 31 décembre 2022.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite.

Ce document fera l'objet d'une publication.

Fait à Paris, le 19 novembre 2020.

Le délégant :
Le bureau de gestion
et expertise immobilière ministérielle :
La cheffe de service,
ARMELLE DEGENEVE

Le délégataire :
Le service de contrôle budgétaire
et comptable ministériel
des ministères économiques et financiers :
Le contrôleur budgétaire et comptable ministériel,
CHRISTINE BUHL

ANNEXE

UNITÉS OPÉRATIONNELLES

0156-CFIP-C013
0218-CESG-CRH3
0218-CPIL-CSCS
0302-CDI1-C001
0348-CDIE-CAMI
0348-CDIE-CAVI
0348-CDIE-CBAR
0348-CDIE-CBES
0348-CDIE-CBOR
0348-CDIE-CBRE
0348-CDIE-CCHA
0348-CDIE-CDIJ
0348-CDIE-CGIM
0348-CDIE-CMAC
0348-CDIE-CNCY
0348-CDIE-CNTS
0348-CDIE-CPER
0348-CDIE-CTLN
0348-CDIE-CTLS
0348-CDIE-CTOU
0348-CDIE-CTUL
0723-CFIB-C005
0723-CMUT-CGIM